

## Catalogne : les autorités régionales vont-elles renoncer au référendum sur l'indépendance ?





Comme le savent nos lecteurs, l'UPR et moi-même avons à plusieurs reprises alerté l'opinion publique sur « l'indépendantisme » catalan.

Le 18 décembre 2012, Artur Mas, Président de la "Généralité" (gouvernement régional) de Catalogne, responsable du parti CiU (Convergence et Union, droite libérale indépendantiste), avait passé un accord avec son "opposant" Oriol Junqueras, Président du parti indépendantiste d'opposition ERC (Gauche Républicaine Catalane), pour organiser, en 2014, un référendum « d'autodétermination » sur « l'indépendance » de la Catalogne.

Il s'agit d'une « indépendance » pour rire, ne visant qu'à démanteler l'Espagne, puisque cette séparation d'avec Madrid est conçue, dans l'esprit des politiciens de Barcelone, comme devant se situer nécessairement dans le cadre de l'Union européenne.

Poursuivant sur cette lancée, Artur Mas a annoncé en début d'année que ce « référendum d'autodétermination » se tiendrait le 9 novembre prochain.

Mais, contrairement à l'Écosse, [la Catalogne](#) n'a pas obtenu du gouvernement central l'autorisation d'organiser un référendum sur un tel sujet.

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, [a déclaré en mai dernier](#), publiquement et de la façon la plus solennelle, qu'une telle consultation serait inconstitutionnelle. L'Assemblée nationale espagnole (les "Cortes") a confirmé cette interdiction. Plusieurs hauts gradés de l'armée espagnole ont aussi fait savoir qu'ils ne l'accepteraient pas et qu'ils useraient de la force, s'il le fallait, pour maintenir la Catalogne au sein de la nation espagnole.

Pour de plus amples détails je renvoie ici :

- d'une part à ma conférence "[EUROPE DES RÉGIONS, ALLONS-NOUS LAISSER DÉTRUIRE LES NATIONS ?](#)"

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Le passage spécifique à la Catalogne [peut être vu ici](#).

- d'autre part [au dossier très précis rédigé par N.K](#)

N.K attire aujourd'hui notre attention sur les tout derniers développements de cette affaire de référendum, qui a de bonnes chances de s'achever soit en guerre civile (c'est de moins en moins probable) soit en pantalonnade (c'est plus vraisemblable).

On vient d'assister en effet à une "première" depuis la mise en place du processus indépendantiste par les actuelles autorités catalanes : l'un des principaux représentants de la Généralité de Catalogne, Santi Vila (conseiller régional au Territoire et au Développement durable), vient d'affirmer que, si la Cour constitutionnelle espagnole réaffirme l'illégalité de la consultation séparatiste, Artur Mas pourrait finalement y renoncer.

[Santi Vila déclare lui-même dans l'un des principaux quotidiens espagnols](#), El Mundo, que réaliser un référendum de ce type dans l'illégalité n'aurait aucun effet car « désobéir serait un divertissement sans intérêt politique ».

En politique, cela s'appelle "envoyer un ballon d'essai" et ça ressemble beaucoup à une préparation de l'opinion publique pour un revirement spectaculaire.

Cependant, la Gauche Républicaine Catalane d'Oriol Junqueras s'accroche à l'accord du 18 décembre 2012 avec Artur Mas, en insistant pour que le référendum ait bien lieu. Le principal parti d'opposition au parlement régional [a fait savoir, par la voix de sa secrétaire générale](#), Marta Rovira, qu'il ferait pression sur le gouvernement de Convergence et Union (CiU) pour que tout se déroule comme prévu.

Or, CiU, empêtrée dans un scandale explosif - lié à la famille Pujol - et minée par la forte impopularité de l'exécutif présidé par Artur Mas, semble de moins en moins tentée par la réalisation effective de ladite consultation. ERC semble donc le dernier parti de poids à réellement la soutenir.

De son côté, l'opposition anti-nationaliste catalane (Parti des Socialistes catalans, Parti populaire et Parti des Citoyens) pourrait former une coalition, sur les souhaits du président du Parti des Citoyens, Albert Rivera (<http://www.abc.es/catalunya/politica/20140806/abci-rivera-llama-vencer-nacionalismo-201408061101.html>). Lequel exige des élections anticipées qui verraient sans doute une lourde défaite pour CiU.

Face à l'atomisation prévisible du parlement catalan en cas d'élections, l'affaire reste donc très ouverte.

François Asselineau avec N.K